

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 7 février 2011

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

SARAN LOGISTIQUE

Commune de SARAN

Demande d'autorisation d'extension

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La société SARAN LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 62 rue de la Chaussée d'Antin à PARIS (75009), sollicite l'autorisation d'exploiter une extension d'un bâtiment existant. Cette demande concerne l'extension d'un bâtiment d'une plate-forme logistique sur les communes de SARAN et GIDY ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2007.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 21 décembre 2009, complété le 16 mars 2010 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 19 mai 2010.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-25 du Code de l'Environnement compte tenu de cette demande, et au vu du dossier d'enquête publique ainsi que des avis des services transmis par M. le Préfet par bordereau du 22 novembre 2010.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	Class ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé	Commentaires
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la nomenclature des installations classées, des bâtiment destinés	Volume des entrepôts	≥ 300 000	m ³	865 208	m ³	Volume autorisé par AP du 13/07/2007 : 571 000 m ³

Rubrique	Alinéa	Class ^t	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé	Commentaires
			exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public						
1530	1	A	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Volume susceptible d'être stocké	> 50 000	m ³	225 602	m ³	Modification de la rubrique 1530 et création de la rubrique 1532 par décret du 1304/2010 Volume autorisé par AP du 13/07/2007 : 24 000 m ³
1532	1	A	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Volume susceptible d'être stocké	> 20 000	m ³	225 602	m ³	
2663	2a	A	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. dans les autres cas	Volume susceptible d'être stocké	≥ 80 000	m ³	683 603	m ³	Volume autorisé par AP du 13/07/2007 : 571 000 m ³
1432	2b	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité équivalente totale	> 10 < 100	m ³	18,5	m ³	Inchangé
2910	A2	DC	Installation de combustion La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse	Puissance thermique maximale	> 2 < 20	MW	3,6	MW	Inchangé
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu	> 50	kW	1151	kW	Inchangé
1172		NC	Stockage et emploi de produits dangereux pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques	Quantité totale susceptible d'être présente	< 20	t	99	kg	Inchangé
1173		NC	Stockage et emploi de produits dangereux pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques	Quantité totale susceptible d'être présente	< 100	t	99	kg	Inchangé
1200		NC	Emploi ou stockage de produits comburants	Quantité totale susceptible d'être présente	< 2	t	37	kg	Inchangé
1412		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Quantité totale susceptible d'être présente	< 6	t	563	kg	Inchangé

Rubrique	Alinéa	Class ^t	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé	Commentaires
1450		NC	Emploi ou stockage de solides facilement inflammables	Quantité totale susceptible d'être présente	< 50	kg	< 50	kg	Inchangé
1611		NC	Emploi ou stockage d'acides	Quantité totale susceptible d'être présente	< 50	t	56	kg	Inchangé

A : Autorisation – D : Déclaration – C : soumis au contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du Code de l'Environnement – NC : non classé

Pour mémoire, les activités suivantes, qui seraient classables au titre de la loi sur l'eau si elles étaient exercées seules, seront, en application des articles L.214-1 et L.214-7 du Code de l'Environnement, réglementées par les prescriptions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement dont elles dépendent :

Rubrique	Ouvrage	Désignation
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant 1. Supérieure ou égale à 20 ha : A 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : D	Rejet d'eaux pluviales, la surface desservie (toitures + voiries) étant de 98 058 m ² (D)

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société SARAN LOGISTIQUE est une filiale à 100% de la société GOODMAN, société d'investissement dans le domaine de l'immobilier industriel (tel que parcs de bureaux, immeubles logistiques, centres de distribution...). La société GOODMAN détient actuellement plusieurs entrepôts en France et en Europe.

Le bâtiment existant est actuellement occupé par la société AMAZON, société spécialisée dans la vente par internet.

Il accueille une activité de logistique et des activités diverses qui y sont liées (préparation de commandes, packaging, manutention, etc.)

Il est composé de 8 cellules de stockage, de bureaux et de locaux techniques, représentant une superficie totale de 43 901 m².

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 13 juillet 2007, délivré à la société EURINPRO.

Un récépissé de déclaration de cession a été délivré le 15 novembre 2007 au bénéfice de la société GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS France.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2008 modifie les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007 (modification du volume de rétention des eaux d'extinction).

Un récépissé de déclaration de cession a été délivré le 21 mai 2010 au bénéfice de la SARL SARAN LOGISTIQUE.

Enfin, un arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 décembre 2010 vient modifier les conditions d'exploitation du bâtiment existant (stockage de produits dangereux).

Les activités sont, d'une manière générale, le stockage de produits conditionnés, la manutention de ces produits (chargement, déchargement, préparation de commandes ...) et la gestion administrative des stocks et des flux. La manutention est assurée par des équipements à motorisation électrique. Il n'y a aucun stockage vrac, aucune production ni aucun transvasement de produits sur le site.

Les installations (existant et extension) sont situées sur le territoire des communes de SARAN et de GIDY, à proximité de l'autoroute A10. L'environnement proche du site est constitué :

- au Nord, à l'Ouest et l'Est, d'anciennes exploitations arboricoles et de leurs logements aujourd'hui désaffectés,
- au Sud, de la zone industrielle du Champ Rouge.

1.3. Présentation de la demande

Le projet d'extension, objet de la demande d'autorisation d'exploiter, s'insèrera dans le prolongement du bâtiment actuel. Le bâtiment sera constitué de 5 cellules de stockage, de bureaux et de locaux sociaux, d'une superficie totale de 21 002 m².

Les produits qui y seront stockés seront du même type que ceux déjà autorisés, à savoir des produits divers non dangereux de grande consommation (livres, CD, DVD, matériel TV, Hi-Fi, vidéo, informatique, matériel de cuisine, outils de jardinage etc.).

L'ensemble du bâtiment sera occupé par la société AMAZON, et un effectif de 1000 personnes au maximum est attendu sur le site (existant + extension).

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Ce projet d'extension constitue une modification notable substantielle au sens de l'article R. 512-33-II du Code de l'Environnement. Par conséquent, il a fait l'objet d'une enquête publique et des consultations prévues selon les dispositions des articles R. 512-14 à R. 512-24 du Code de l'Environnement.

1.5. Maîtrise de l'urbanisation

La demande d'autorisation d'extension déposée par la société SARAN LOGISTIQUE est compatible avec son environnement compte tenu du fait que les effets thermiques liés aux scénarios d'incendie développés dans l'étude de dangers figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (cf. § 3.1.9 du présent rapport) ne sortent pas des limites de propriété de l'établissement.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 31 mai 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter qui a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis a conclu que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression ou de réduction des incidences du projet sur l'environnement, sont représentatifs et en relation avec l'importance des risques engendrés.

2.2. Enquête publique

L'enquête publique relative à cette demande a été prescrite par arrêté préfectoral du 12 juillet 2010. Elle s'est déroulée du 11 septembre 2010 au 12 octobre 2010 inclus sur les communes de SARAN, GIDY, INGRE, CERCOTTES et ORMES.

Le commissaire enquêteur a fait connaître qu'une seule observation a été portée par écrit dans le registre tenu en Mairie de CERCOTTES, et qu'aucune autre ne lui a été adressée par courrier ni déposée par ailleurs.

Le procès-verbal des observations écrites ou orales recueillies au cours de l'enquête publique ainsi que celles du commissaire enquêteur a été notifié à l'exploitant le 19 octobre 2010.

Ces observations portaient sur :

- la vérification que l'entreprise respecte la qualité environnementale (observation du public)
- l'étude de la mise en place de panneaux photovoltaïques (observation du commissaire enquêteur)
- le contrôle des engins entrant dans la zone d'exploitation afin de vérifier leur conformité quant aux normes anti-pollution notamment (observation du commissaire enquêteur).

Un courrier en réponse de l'exploitant a été adressé au commissaire enquêteur le 29 octobre 2010.

Concernant les panneaux photovoltaïques, l'exploitant indique dans ce courrier les raisons conduisant à ne pas installer de tels équipements sur le site de SARAN (absence de rentabilité compte tenu de la localisation géographique notamment).

Quant aux contrôles anti-pollution des poids lourds, l'exploitant précise qu'ils sont de la responsabilité des transporteurs, mais pour autant, qu'en cas de constatation de non-conformité évidente d'un véhicule, il se réserve le droit de lui refuser l'accès.

2.3. Avis du Commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 15 novembre 2010, le commissaire enquêteur considérant :

- les réponses apportées par l'exploitant,
- les mesures mises en place et prévues pour la prévention et la protection des risques et des nuisances,
- le peu d'inquiétude que suscite le projet auprès du public,
- et l'avis de l'autorité environnementale,

émet un **avis favorable** sans aucune réserve à la demande d'autorisation d'extension.

2.4. Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux de ORMES, GIDY et INGRE ont émis un **avis favorable** à l'unanimité lors de leurs délibérations en date respectivement du 28 septembre 2010, du 29 septembre 2010 et du 26 novembre 2010.

Les autres municipalités situées dans le périmètre de l'enquête publique consultées sur ce dossier n'ont pas communiqué leur avis à la date du présent rapport.

2.5. Avis des services consultés

Les services consultés en application de l'article R.512-21 du code de l'environnement ont émis les avis suivants :

DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre)

L'accusé réception du 28 juin 2010 indique que le dossier ne donne pas lieu à des prescriptions archéologiques.

ARS (Agence Régionale de la Santé)

Par courrier du 28 juillet 2010, l'ARS attire l'attention de l'exploitant sur le projet de création d'hôpital privé ZAC des Portes du Loiret Sud à SARAN. L'ARS émet un **avis favorable** sous réserve que des mesures soient prises pour que la direction de cet hôpital soit avertie en cas d'incendie avec risque de propagation des fumées en direction de l'hôpital.

Cette recommandation est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport dans le cadre des prescriptions relatives au plan d'urgence (POI).

SDAP (Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Loiret)

Aucune observation particulière n'est émise dans le courrier du 21 juin 2010.

SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours)

Le SDIS émet un **avis favorable** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées dans son courrier du 27 septembre 2010 relatives aux voies accès aux bâtiments pour les engins de secours, à l'aménagement de zones de mise en station des échelles aériennes et à la mise à jour et à la transmission du Plan d'Opération Interne de l'établissement.

L'ensemble de ces prescriptions est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Unité territoriale de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi)

Par courrier du 18 juin 2010, le service de l'Inspection du Travail formule des observations quant au respect des dispositions du Code du Travail relatives à l'aménagement et l'hygiène des lieux de travail, à l'ambiance des lieux de travail et à la protection et la sécurité des travailleurs sans émettre d'avis particulier.

La Direction Départementale des Territoires n'a pas émis d'avis à la date de rédaction du présent rapport.

2.6. Autres avis

Conseil Général du Loiret (Direction des Routes)

Par courrier du 15 juillet 2010, la Direction des Routes du Conseil général (secteur d'Orléans) précise que l'accès direct à l'établissement ne se situe pas sous l'emprise d'une route départementale, aussi n'émet-elle pas d'avis sur le dossier en question.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. Eau

Consommations d'eau

L'eau consommée provient du réseau public. Les postes de consommation sont les sanitaires, l'entretien des locaux, la lutte contre l'incendie et l'arrosage des espaces verts. La consommation globale est estimée à 15 m³ / an / employé, soit 15 000 m³ / an environ pour la globalité du site (existant + extension).

Rejets d'effluents aqueux

Trois réseaux indépendants sont présents sur le site :

- les eaux sanitaires
- les eaux pluviales de toiture, non susceptibles d'être polluées
- les eaux pluviales de voiries, susceptibles d'être polluées.

Le site ne génère pas d'eau de process.

Les eaux sanitaires sont évacuées vers la station d'épuration de La Chapelle-Saint-Mesmin via le réseau communal.

Les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers le bassin d'infiltration existant dont le volume est porté à 3934 m³ afin d'absorber les eaux pluviales générées par l'extension. Les eaux pluviales de voiries transitent préalablement par un séparateur d'hydrocarbures.

Concernant les eaux d'extinction d'un éventuel incendie, celles-ci sont confinées sur le site par l'intermédiaire d'une vanne de rétention installée en amont du bassin d'infiltration à déclenchement manuel ou automatique (asservissement au déclenchement du système d'extinction automatique).

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

3.1.2. Rejets atmosphériques

Les sources de pollution atmosphérique sur le site sont liées à la circulation des véhicules (poids lourds et véhicules du personnel) ainsi qu'au fonctionnement des chaudières.

Les chaudières existantes sont suffisantes pour chauffer l'ensemble des locaux après extension. Elles fonctionnent au gaz naturel, sont régulièrement entretenues et font l'objet des contrôles réglementaires.

3.1.3. Déchets

L'activité logistique est peu génératrice de déchets. Les principaux types de déchets produits sont :

- déchets d'emballage (cartons, films plastique, bois)
- DIB en mélange (déchets issus des bureaux)
- déchets dangereux (déchets de maintenance, nettoyage du déshuileur).

L'exploitant présente dans son dossier les différentes filières de traitement et d'élimination de ces déchets.

3.1.4. Bruit

L'environnement sonore du site est principalement influencé par le trafic routier généré par l'autoroute A10 et par l'activité de la ZAC entourant le site.

Les sources de bruit sur le site sont liées à la circulation des véhicules et au fonctionnement des chaudières.

Une modélisation des niveaux sonores a été réalisée afin d'évaluer le niveau sonore prévisionnel du site. Les résultats présentés montrent que les niveaux de bruit et les émergences en limite de propriété sont conformes à la réglementation en vigueur. Une mesure des niveaux sonores sera effectuée dans les 6 mois après la mise en service de l'extension, puis renouvelée tous les 5 ans.

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

3.1.5. Effets sur la santé

L'étude sanitaire jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter conclue à l'absence d'effet direct sur la santé en fonctionnement normal de l'établissement. Seuls les rejets de fumées en cas d'incendie

sont susceptibles d'avoir un impact sur la population environnante. Ce point est plus spécifiquement développé dans l'étude de dangers, elle aussi jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter (cf. § 3.1.9 du présent rapport).

3.1.6. *Paysage*

Le projet d'extension s'inscrit dans le prolongement du bâtiment actuel, pour lequel des aménagements paysagers ont déjà été réalisés.

3.1.7. *Trafic routier – Accès*

Le trafic de véhicules légers est estimé, pour la globalité du site, à 2000 mouvements journaliers, quant à celui des poids lourds, à 460 mouvements journaliers, représentant une augmentation du trafic

- de l'ordre de 3% au niveau de l'autoroute A10 pour les poids lourds et de 1,5% pour les véhicules légers,
- et de l'ordre de 5% au niveau de l'autoroute A701 pour les poids lourds et de 3% pour les véhicules légers (en considérant que l'ensemble des véhicules emprunte le même axe).

Le site dispose d'un accès direct depuis l'autoroute A10, évitant ainsi tout passage par des communes ou des zones habitées.

3.1.8. *Conditions de remise en état*

En cas de cessation d'activité, l'exploitant s'engage à assurer la mise en sécurité du site en procédant notamment à l'évacuation des produits dangereux, à l'élimination des déchets, à la dépollution du sol et des eaux souterraines, et à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement si nécessaire.

L'ensemble des dispositions relatives aux conditions de remise en état du site en cas de cessation d'activité est repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

3.1.9. *Risques*

L'analyse des risques menée par l'exploitant a conduit à retenir, compte tenu de l'activité de l'établissement, l'incendie comme risque principal avec pour conséquences vis-à-vis des personnes, des biens et de la préservation de l'environnement :

- l'émission de flux thermiques
- l'émission de gaz toxiques (fumées d'incendie)
- la production d'eaux d'extinction susceptibles d'être polluées.

Les scénarios étudiés dans l'étude de dangers sont :

- l'incendie d'une des 5 nouvelles cellules demandées en extension
- l'incendie généralisé de plusieurs cellules par effet domino.

L'ensemble de ces scénarios a fait l'objet d'une évaluation de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2005.

Flux thermiques

Une première modélisation du scénario d'incendie d'une des cellules de stockage fait apparaître des dépassements des flux thermiques des limites de propriété.

L'exploitant propose donc la mise en place de mesures compensatoires permettant de maintenir les flux thermiques à l'intérieur des limites de propriété (écrans thermiques de 12 mètres de hauteur en façade Nord et Ouest du bâtiment en extension).

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté d'autorisation joint au présent rapport.

D'autre part, l'exploitant a également étudié dans son étude de dangers, bien que peu probable, le scénario d'incendie généralisé de plusieurs cellules par effet domino. Les modélisations effectuées montrent que les flux thermiques de 8 kW/m² (seuil des effets létaux significatifs) et de 5 kW/m² (seuil des effets létaux) sont maintenus dans les limites de propriété en tenant compte des écrans thermiques visés ci-dessus. Le flux des 3 kW/m² (seuil des effets irréversibles) reste également maintenu dans les limites de propriété si l'on tient compte de la présence du merlon en limite Nord de propriété, qui s'étend sur 240 mètres de long sur une hauteur de 4 mètres.

La présence de cette mesure passive, que constitue le merlon, est reprise dans le projet d'arrêté d'autorisation.

Effets toxiques

La modélisation des effets toxiques en cas d'incendie d'une des cellules de stockage a été effectuée en retenant le cas majorant d'un stockage de matières plastiques. La modélisation effectuée conclue à l'absence d'effets toxiques au niveau du sol.

L'exploitant note toutefois, en cas d'incendie, qu'un halo pourrait être perceptible (visibilité et odeur) jusqu'à des distances supérieures au kilomètre dans le sens du vent, sans toutefois présenter de danger pour la santé.

Eaux d'extinction

Le volume des eaux d'extinction a été évalué selon l'instruction technique D9A pour l'ensemble du site (existant + extension). Le calcul prend en compte le volume d'eau nécessaire à la lutte contre l'incendie, le volume d'eau lié à d'éventuelles intempéries et le volume de liquides stockés.

Le calcul ainsi effectué conduit à retenir un volume de 1614 m³. Compte tenu des volumes de rétention existants, l'exploitant prévoit la création d'un bassin de rétention supplémentaire de 194 m³ afin que le site soit en mesure de contenir les 1614 m³ ainsi calculés.

La création de ce bassin de rétention supplémentaire est reprise dans le projet d'arrêté d'autorisation joint au présent rapport.

Principales mesures de maîtrise des risques

Plusieurs mesures de maîtrise des risques sont mises en place ou prévues par l'exploitant afin de prévenir notamment la survenance d'un incendie ou d'en limiter les conséquences. Ces mesures de maîtrise des risques portent principalement sur :

- la conception des bâtiments (murs et portes coupe-feu de degré 2 heures entre les cellules de stockage, écrans thermiques en façade du bâtiment, exutoires de fumées, etc.)
- les moyens de détection et de lutte contre l'incendie (système d'extinction automatique, poteaux incendie, RIA, extincteurs, asservissement de la fermeture des portes coupe-feu à la détection incendie, etc.)
- les moyens humains (gardiennage du site 24/24, Plan d'Opération Interne, exercices de mise en situation et formation du personnel etc.).

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1. Éléments réglementaires

Les prescriptions suivantes ont été intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :

- Arrêté du 29 septembre 2008 relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation sous la rubrique 1530
- Arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
- Arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510
- Arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs)
- Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910 (installations de combustion)

3.2.2. Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

Compte tenu du nombre important de véhicules susceptibles de circuler sur le site et de stationner sur les parkings (véhicules du personnel et poids lourds) et du caractère vulnérable du bassin d'infiltration, l'inspection des installations classées propose de renforcer le contrôle et l'entretien des déshuileurs, et de les équiper d'un dispositif d'alarme en cas de saturation ou de dépassement du seuil autorisé en hydrocarbures.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société SARAN LOGISTIQUE porte sur l'extension de son entrepôt existant situé ZAC du Champ Roue à SARAN, avec la création de 5 cellules de stockage supplémentaires.

Il a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R. 512-33 et R. 512-2 à R. 512-24 du Code de l'Environnement.

L'enquête publique n'a pas présenté d'opposition à ce projet.

Le commissaire enquêteur, les municipalités ayant formulé une réponse et les services de l'Etat consultés sur ce dossier ont tous émis un avis favorable.

Les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation ainsi que les dispositions envisagées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation sont en mesure de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

En conséquence, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à cette demande d'autorisation d'extension.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé aux membres du CODERST de considérer favorablement cette demande d'autorisation.

Elle est à délivrer sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport qui, pour une meilleure lisibilité des prescriptions applicables à l'exploitant, réglemente l'ensemble des installations du site (existant + extension) et abroge les prescriptions des arrêtés préfectoraux délivrés précédemment à l'exploitant.

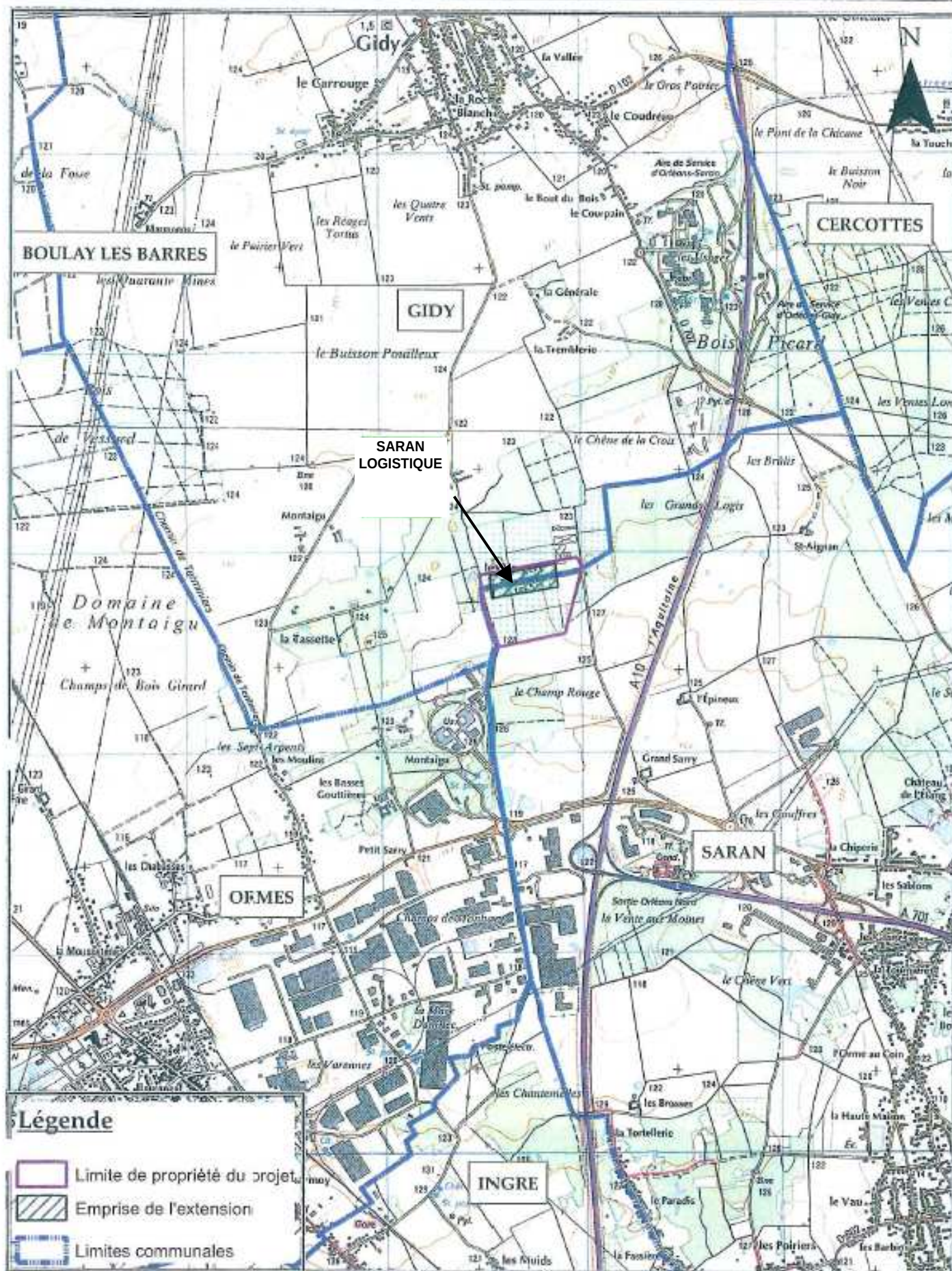
L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre, préfet du Loiret – Direction Départementale de la Protection des Populations – Sécurité de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS cedex 1

Annexes :

Annexe 1 : plan de situation et plan de détail

Annexe 2 : projet d'arrêté préfectoral d'autorisation



Extension – objet de la demande

